



**Laboratoire de Recherches  
Et d'Actions Diplomatiques**

## **TRAVAIL DE RECHERCHE**

**Le Sahara Occidental et le Maroc : Quid des enjeux  
diplomatiques et sécuritaires dans la région Nord de  
l'Afrique et pour le Continent**

**Rédigé par :**

**MBA Armand Vibrain**

**Février 2021**

## SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
<b>DOMINATION SUCCESSIVES ET REVENDICATIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>MARCHE VERTE ET RASD.....</b>	<b>5</b>
<b>CONTEXTE ACTUELLE.....</b>	<b>7</b>
CONCLUSION.....	12
ARTICLES.....	13

## INTRODUCTION

Le Sahara Occidental est une région désertique très faiblement peuplée située au Nord-Ouest de l'Afrique. Région riche en phosphate avec une grande surface côtière sur l'atlantique et donc de richesses halieutiques, elle se trouve être un territoire disputé. Bordé par la province marocaine de Tarfaya au nord, l'Algérie au nord-est, la Mauritanie à l'est et au sud, cette ancienne colonie espagnole est aujourd'hui un territoire contrôlé à 20% par un collectif autoproclamé la *République Arabe Sahraouie Démocratique* (RASD). Curieusement, 80% de ce territoire est occupé et administré par son voisin le Maroc. Selon l'ONU, ce territoire est reconnu non-autonome malgré le soutien de l'Algérie pour l'indépendance du Sahara. Ainsi, Quelle est la cause de cette perturbation géopolitique ? Quels sont les enjeux diplomatiques du Sahara ? Dans un souci de déontologie, ce document se veut impartial en analysant les différentes dominations successives et revendications, ensuite l'institution de la marche verte et la RASD, enfin étudier le contexte diplomatique et sécuritaire actuelle.

# I. DOMINATION SUCCESSIVES ET REVENDICATIONS

## 1. Contexte historique

A partir du XI<sup>ème</sup> siècle, les berbères investissent sur ce territoire par une coalition. Du XVI jusqu'au XIX<sup>ème</sup> siècle, les marocains vont dominer intégralement le territoire du Sahara. C'est à cette période que les espagnols qui étaient déjà présent en Afrique depuis XV<sup>ème</sup> siècle, vont initier le contrôle de la région en instituant un protectorat en 1884.

## 2. Contexte postindépendance

A partir de 1956, le Maroc indépendant revendique le retour de sa souveraineté sur le Sahara en faisant valoir les contextes historiques précoloniales. Cette revendication est refusée par l'Espagne sous le règne de Francisco Franco. A partir de 1960, la Mauritanie indépendante revendique elle aussi le Sahara Occidental.



**Image 1** : Sahara Occidental

En 1973, Le front de Polisario fut créé sous l'impulsion de Francisco Franco et demande l'indépendance du Sahara Occidental qui fut classé dans la liste des pays à décoloniser par l'ONU. Après le changement de régime en Espagne, celle-ci se retire du Sahara à cause du manque de cohésion avec les nouvelles valeurs démocratiques.

Tandis qu'un règne de trois entre l'Espagne, la Mauritanie et le Maroc soit proposé, l'Algérie soutient le Front de Polisario pour contrer les ambitions du Maroc. Ceci anima encore un peu plus la rivalité entre les deux pays.

## **II. MARCHÉ VERTE ET RASD**

### **1. Occupation pacifique du Maroc**

Sous le règne d'Hassan II, le Maroc va prendre le contrôle du Sahara par une marche verte qui est une marche pacifique.



**Image 2 : Marche verte**

En effet, cette marche ne fut pas effectuée par des soldats, mais plutôt par des citoyens patriotiques répondant à l'appel du Roi.

## **2. Création de la RASD**

En février 1976, le Front Polisario va proclamer l'indépendance en la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD). Toutefois, entre 1976 et 1990, peu de pays reconnaissent cet état, ni l'ONU, ni l'Occident ne reconnaisse cette république. Cependant, elle fut plus tard intégrée à l'Organisation de l'Unité Africaine, ce qui a indubitablement causé le départ du Maroc.

Entre 1975 et 1982, la guerre du Sahara a lieu, les troupes marocaines et mauritaniennes envahissent le Sahara. Ensuite, le Front de Polisario soutenu par l'Algérie lance une guérilla contre les deux pays. Par conséquent, cette zone deviendra la source de querelle entre le Maroc et l'Algérie. L'impact diplomatique fut la fermeture des frontières marocaines et algériennes renforçant ainsi la rivalité entre les deux pays. Quelques temps plus tard, malgré la sortie de la Mauritanie qui demande un cessez le feu, le conflit se poursuit avec le Maroc qui va établir une frontière entre sa zone et la zone du Polisario. Cette frontière sera appelée *Mur des Sables*. (Voir image 3).



**Image 3:** Moroccan Western Sahara Wall (Mur des sables)

### **III. CONTEXTE ACTUELLE**

#### **1. Contexte sécuritaire**

A cause du conflit, des Sahraouis sont réfugiés dans des camps à Tindouf sous contrôle de l'Algérie. Un cessez-le-feu est proclamé en 1991. Cependant, sur le plan de la sécurité le problème apparent est lié à l'exploitation du concept des droits de l'homme, utilisée à des fins politiques. Le Maroc propose une autonomie au Sahara. Mais, pour pouvoir en garder la souveraineté, il utilise la carte du développement économique pour que la population du Sahara adhère au projet marocain.



**Image 4** : Camp de réfugiés

Du côté du Polisario, des éléments du Polisario sont suspectés aujourd'hui, à tort ou à raison, mais faute d'information ouverte de sa part, d'être en contact avec la dissidence Azawad, voire avec AQMI. La santé dans les camps devient un problème majeur, facteur d'insécurité individuelle et collective, auquel la MINURSO et quelques ONG tentent imparfaitement de remédier (Voir image 4).

## **2. Contexte diplomatique**

Nous allons étudier le comportement de chaque partie pour en retirer la position.

### **-Le Maroc :**

déploie une activité diplomatique ouverte et dynamique avec tous les partenaires cités plus haut avec l'objectif, non exclusif, de faire entériner ses droits sur le Sahara Occidental, de faire prendre en compte les investissements considérables qu'elle y a consentis et de



contribuer par là au rétablissement de la paix, de la stabilité, de la sécurité et de relations de bon voisinage dans la région. Très attentive aux résolutions de l'ONU et aux attentes de ses amis européens et américains. Elle milite ouvertement pour l'unification du Maghreb au sein de l'Union du Maghreb Arabe (UMA).

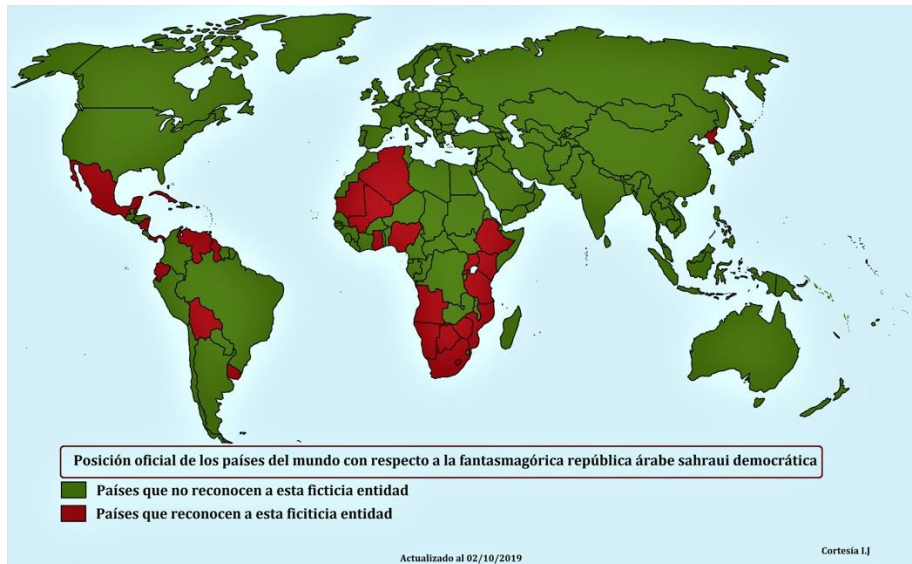
Le 13 novembre 2020, le Maroc annonce avoir lancé une opération militaire dans la zone tampon de Guerguerat accusant « les provocations du Polisario » afin de rétablir la circulation. Le lendemain, le gouvernement de la RASD annonce la fin du cessez-le-feu et déclare la guerre au Maroc.

### **-Le Polisario :**

dispose d'un service diplomatique hors de proportion avec ce qu'il représente réellement, mais qui n'a pas su pallier son défaut d'image ni contenir l'attrition de ses soutiens. Exclusivement soutenu par l'Algérie sur les plans matériels et diplomatiques, il agit dans les enceintes internationales (UA, ONU, HCR etc.) en qualité de membre ou d'observateur. Ses liens privilégiés, largement stipendiés, avec la Libye ont disparu à la chute de Kadhafi. L'UE lui apporte de façon régulière une aide humanitaire substantielle pour les camps de réfugiés de Tindouf, mais devant l'absence de statistiques fiables, elle a récemment, de concert avec le HCR, baissé sa dotation.

Sans économie et ne disposant que de moyens militaires désuets, le Polisario ne survit plus que par la volonté d'une Algérie qui l'instrumentalise à des fins de politique intérieure et étrangère. Le chef du Polisario lui-même déplore cette perte de substance. Le

soutien nominal qu'il compte encore provient essentiellement de certains pays 'marxisants' d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie et du Pacifique.



**Image 5** : Pays reconnaissants la RASD (en rouge)

### **L'Algérie :**

Très discrète sur le sujet du Sahara Occidental, elle laisse la main au Polisario, qu'elle a pourtant créé et qu'elle continue à soutenir, elle n'a néanmoins de cesse sur le plan diplomatique de maintenir une pierre d'achoppement à la réalisation d'un 'Grand Maroc'. Ses frontières terrestres sont closes depuis 1994.

### **L'ONU :**

Elle recherche aujourd'hui par le biais de l'autonomie du territoire et le respect des droits de l'homme une solution au conflit en maintenant sur place une mission d'observation et de contrôle, la MINURSO.

### **États-Unis :**

Très présent économiquement et militairement, Washington avance prudemment sur ce dossier derrière l'ONU avec, notamment, la question des droits de l'homme dont ils souhaiteraient que le Maroc se saisisse sans arrière-pensée. Lors de sa présidence, Donald Trump avait reconnu la souveraineté du Maroc. Cette reconnaissance fut un point diplomatique pour Mohammed VI.

### **L'Union Africaine (UA) :**

Si elle soutient encore dans le principe la RASD qui en fait partie, elle tend aujourd'hui à se rapprocher du Maroc qui s'en était exclus. Elle n'est pas active dans ce dossier mais pourrait le devenir compte tenu du développement spectaculaire des relations – diplomatiques, économiques, culturelles et sécuritaires- entre le Royaume chérifien et les pays d'Afrique de l'Ouest.

## **CONCLUSION**

En définitive, il existe aujourd'hui, tant dans le domaine de la diplomatie et de la sécurité, de nouvelles fenêtres d'opportunités qui s'ouvrent à un règlement du différend qui demeure le seul véritable obstacle à la réunification du Maghreb.

La réouverture des frontières entre le Maroc et l'Algérie est indispensable pour atteindre cet objectif et promouvoir ainsi la création d'un môle développé et sécurisé au nord-ouest de l'Afrique, sur la route intercontinentale qui relie l'Europe et les pays d'Afrique subsaharienne et qui passe obligatoirement par le royaume chérifien.

## Articles

Alexis Arieff from the Congressional Research Service, “Western Sahara”, avril 2013. <https://www.fas.org/sgp/crs/row/RS20962.pdf>

Strategic Studies Institute and U.S. Army War College Press, “War and insurgency in the Western Sahara”, May 2013.

<http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdf/PUB1152.pdf>

Claire Spence, “Human Rights in Western Sahara: If Morocco is Serious, It Deserves Western Support”, Chatham House, 2013.

<http://www.chathamhouse.org/media/comment/view/195677>

Anouar Boukhars, “Simmering discontent in the Western Sahara”, Carnegie Endowment, mars 2012.

Khadija Mohsen-Finan, « Sahara occidental : divergences profondes autour d’un mode de règlement », L’Année du Maghreb, juillet 2010.

<http://anneemaghreb.revues.org/697>